

CONCLUSION

En dépit des efforts sans cesse croissants pour augmenter le nombre des élèves scolarisés, le système de l'enseignement au Burundi connaît de plus en plus de difficultés pour satisfaire la demande sociale d'éducation et les besoins économiques du pays. A partir de là, nous nous demandons sérieusement si le Burundi peut espérer atteindre l'objectif qu'il s'est fixé en matière d'éducation. Un expert de l'UNESCO, M. E. GERONIMI, écrit : "L'objectif majeur de l'éducation est d'ouvrir l'esprit, d'assumer l'épanouissement de l'individu, de faire observer et comprendre la société et, enfin, de permettre à l'individu de s'adapter constamment aux modifications subies par la société et à leur rythme. L'éducation doit certes former des paysans, des maçons, des forgerons, des employés et des cadres. Mais en même temps, elle doit permettre au même individu de s'adapter constamment à l'évolution sociale et de devenir tout à tour, paysan, maçon, forgeron ou employé" (1). Voilà pourquoi il faut que le Burundi recherche activement ses formules scolaires propres, en vue de faire de l'enseignement un enseignement de masse. Quelque chose de piquant dans toute cette histoire, c'est que nous remarquons certains pays remettre en question des formules scolaires qu'ils lui ont léguées, tout en rejetant en bloc les initiatives de quelques Burundais clairvoyants qui essaient de résoudre efficacement les multiples problèmes de l'enseignement.

Les statistiques révèlent que l'écart se creuse entre l'offre de l'éducation et la demande sociale, dans la mesure où l'écart ne cesse d'augmenter entre la croissance démographique et les progrès de la scolarisation. Voici ce que dit M. M'BOW à ce sujet : "Malgré les efforts qui sont faits un peu partout pour développer quantitativement ce système d'éducation, on arrive à des impasses. Du point de vue quantitatif, la plupart des pays dépensent, en tous cas en Afrique, 30 % de leur budget, parfois 3 à 4 % de leur revenu pour l'éducation et n'arrivent pas à résoudre le problème de leur éducation moderne. Par exemple, 40 % seulement (en moyenne pour tout le continent africain) des enfants en âge d'aller à l'école, accèdent à l'école primaire ; or, si vous regardez maintenant de plus près la scolarisation, vous vous rendez compte qu'il y a des pays où le taux de scolarisation n'est que de 20 %, alors que dans d'autres pays il est de 80 % ou 70 %. Je pense qu'il y a des différences énormes entre pays. Mais il y a également un autre fait, c'est que 15 % seulement des enfants en âge d'accéder à l'enseignement secondaire et 1,3 % seulement des jeunes gens en âge d'aller à l'Université fréquentent les universités. Voilà les aspects quantitatifs du problème" (2).

(1) - Charles M. E. GERONIMI - l'avenir de l'éducation en Afrique ; in "Revue Française de Pédagogie", n° 22, janvier-février-mars, 1973, p. 48.

(2) - A. M. M'BOW, in : Pré-Colloque sur "Civilisation Noire et Education", PRESENCE AFRICAINE, n° 87, 3ème trimestre 1973, p. 121.

Au Burundi, comme dans la plupart des pays d'Afrique Noire, les horaires et les programmes, conçus en fonction des modèles étrangers, tendent à déraciner l'élève ou l'étudiant et constituent un facteur d'aliénation culturelle. Cette tendance est renforcée par le souci d'assurer aux diplômés nationaux la validité de plein droit dans les pays étrangers où les étudiants poursuivent leurs études. Ainsi s'explique l'inadaptation de ces programmes qui ne tiennent pas compte des besoins réels du pays et ne sont pas de nature à favoriser l'insertion des jeunes Burundais dans la vie active. Pour que cela cesse, "l'enseignement devra tenir compte de la civilisation indigène, et s'en servir pour l'éducation, si l'on ne veut pas faire de l'Africain un étranger chez lui et détruire cette civilisation. A quelques heureuses exceptions près, on n'a pas encore trouvé la bonne voie pour éviter ces écueils... Même là où l'héritage perceptible de l'Africain a disparu, la future école, si elle veut faire du bien, ne sera pas une reproduction de l'européenne, elle aura des traits africains, car elle sera née d'une collaboration avec des Africains d'une grande élévation d'esprit. Pour rendre cette collaboration possible, il faut évidemment que l'Européen renonce à trop manifester le sentiment qu'il a de sa supériorité ; il faut qu'il donne à l'Africain le temps et la possibilité de trouver les moyens d'exprimer son tempérament racial propre" (1). Ces conseils ne sont certainement pas difficiles à mettre en pratique au Burundi, car la culture burundaise existe et elle est restée intacte. Il suffit d'un peu de courage et surtout de se mettre au travail sans tarder.

Par exemple, en vue de la "KIRUNDISATION" complète de l'enseignement primaire, le travail urgent est d'élaborer des programmes propres à chaque discipline et à chaque année d'études, de préparer des méthodologies afférentes à ces programmes, d'adapter ou de traduire en KIRUNDI mais, cette fois, comme il faut, des manuels à l'intention des élèves et des maîtres. N'oublions pas de tenir compte des expériences déjà réalisées autour de nous dans le domaine psychopédagogique, surtout dans les pays d'Afrique Noire et ailleurs, car dit M. ERNY : "Si la psychologie des peuples africains est de fait très diversifiée, si prises dans le détail les méthodes de socialisation qu'emploient les milieux coutumiers varient considérablement de l'un à l'autre, on constate cependant qu'aujourd'hui les problèmes d'éducation se posent partout en termes sensiblement identiques" (2). D'autre part, la réforme de l'enseignement secondaire ne peut apporter tous les résultats souhaités qu'à condition de réorganiser et revaloriser la formation des professeurs du secondaire. En outre, des préoccupations particulières devraient se poser sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes qui n'ont pas reçu une formation scolaire, car l'alphabétisation

(1) - H. BAUMANN et D. WESTERMANN - op. cit., p. 520.

(2) - P. E. ERNY - op. cit., p. 30

prépare à une formation plus large, qui aboutit à l'épanouissement intellectuel et moral de l'individu et, par voie de conséquence, au progrès économique et social de la famille et de la nation. Une campagne rationnelle d'alphabétisation doit permettre aux citoyens d'améliorer leur mode d'existence et de mieux remplir leurs devoirs sociaux, sans pour autant les détacher de leur milieu naturel, car dit M. DREVILLON : "L'homme engagé dans la vie sociale est en réalité "représenté" par une multiplicité de personnages. Il est tour à tour professionnel, homme d'une certaine culture, politicien, membre d'un couple ou d'un groupe ; il doit jouer un personnage d'éducateur et un personnage d'éduqué, un rôle sexuel, racial ou national, un rôle d'ancien et un rôle de jeune. Il est difficile de clore la liste des personnages dans lesquels l'homme de notre siècle et de notre civilisation se trouve engagé ou concerné" (1). Pour que les Burundais puissent jouer convenablement au moins quelques-uns de ces rôles, il faudrait disposer d'un enseignement supérieur digne de ce nom, où les programmes soient conçus en fonction des besoins réels du Burundi et où les structures et méthodes pédagogiques soient adaptées aux conditions socio-économiques du pays et concilient le plus possible la qualité et la productivité de l'enseignement. Que ceux qui sont chargés de réformer l'enseignement au Burundi réfléchissent souvent à ces paroles de M. AVANZINI : "Loin de projeter une attitude de précipitation ou de résulter d'une improvisation, cette promptitude n'a été possible que parce qu'il s'agissait d'un projet nourri depuis longtemps et lentement mûri" (2). Souhaitons qu'ils ne proposent pas n'importe quel enseignement et qu'ils n'aient pas seulement en vue les seules visées européennes mais cherchent partout, dans le monde, celles qui ont déjà prouvé leurs richesses. D'aucuns diront que, si mêmes les conditions ci-dessus étaient réunies, on trouverait quand même, parmi les étudiants, des inconditionnels de la contestation, qui ne manqueraient pas de se plaindre, à qui veut les entendre, du caractère livresque des cours. Cela constitue une vieille innovation pour les connaisseurs car, depuis toujours, les pédagogues les plus éminents comme KOMENSKY, RABELAIS, LOCKE, ROUSSEAU, SPENCER, DECROLY, LANGEVIN, MAKARENKO, FREINET et plusieurs autres, n'ont cessé d'y insister et de prôner l'école active et l'étude du milieu. Ce qu'il faut, c'est chercher les motivations qui poussent les étudiants à agir de la sorte. N'est-ce pas parce qu'une grande distance existe entre professeurs et étudiants et que, aux yeux de ces derniers, les professeurs, surtout étrangers, gardent toujours une attitude de supériorité ? En d'autres termes, il n'y a pas du tout de véritable communication entre professeurs et étudiants, car la communication réelle exige un "FEED-BACK" qui ne semble guère possible dans les conditions qu'on trouve actuellement dans les établissements scolaires du Burundi. Parfois,

(1) - J. DREVILLON - L'orientation scolaire et professionnelle, p. 5.

(2) - G. AVANZINI - Alfred Binet et la pédagogie scientifique, p. 100.

certaines étudiants se font des illusions, en s'imaginant que leurs camarades qui ont pu bénéficier d'une bourse d'études pour tel ou tel pays d'Europe sont mieux lotis qu'eux. Qu'ils soient désillusionnés en méditant ces paroles de M. AUJOLAT : "La venue en Europe de tant d'étudiants africains ne se solde pas toujours par un bilan positif ; arrivés avec l'ambition de pénétrer la vie intime du pays d'accueil, sa culture et son âme, trop d'entre eux en repartent sans avoir connu d'elle autre chose que les bâtiments universitaires et les quartiers où l'on s'amuse. A moins que ces jeunes gens n'aient trouvé sur leur chemin des sympathies empressées et agissantes" (1). Ajoutons que ce qui importe avant tout, c'est d'accomplir consciencieusement son devoir d'état, en s'adaptant aux circonstances le mieux possible et en gardant intacte sa personnalité. Muni de tous ces atouts, en plus du désir réel de bien travailler, il nous semble que n'importe quel étudiant peut mener à bonne fin des études qu'il a librement choisies.

"Qui veut la fin veut les moyens", dit un proverbe français. Tous les parents Burundais désirent ardemment que leurs enfants soient instruits ; ils dépensent tout ce qu'ils peuvent, car ils considèrent que de telles dépenses constituent un investissement. Ils savent que, une fois les études terminées, leurs enfants vont récupérer et même dépasser ce qu'ils ont dépensé. Les problèmes que nous rencontrons dans ce domaine pourraient trouver, un jour ou l'autre, des solutions adéquates. Mais il y a une condition à cela qui n'est pas encore remplie : il s'agit de la paix, la véritable paix entre les différentes ethnies qui composent le Burundi. Il est fallacieux de vouloir condamner le racisme TUTSI en alimentant celui des HUTU ou vice-versa. Tous ceux qui posent le problème du Burundi en termes d'exclusion de l'une ou de l'autre ethnie favorisent le racisme, consciemment ou inconsciemment. Les tragédies d'octobre 1965, de septembre 1969 et d'avril 1972 sont gravées dans beaucoup de mémoires. Réfléchissons souvent à ces paroles de P. DIEL : "L'homme peut valoriser ses désirs et les désirs valorisés deviennent les déterminants intimes des réactions, les motifs. La valorisation peut être juste ou fausse. L'homme ne veut souvent pas se rendre compte de sa fausse valorisation. Il la justifie faussement et en la dérochant ainsi au contrôle conscient, il la rend subconsciente, elle devient la fausse motivation" (2). Sachons, une fois pour toutes, qu'aucune personne de l'étranger ne pourra réellement nous donner la vraie paix, si nous ne la cherchons pas et ne la pratiquons pas nous-mêmes dans notre propre pays.

Même si, jusqu'à présent, l'Ecole n'a été qu'un facteur de "désadaptation" des jeunes Burundais par rapport à leur milieu familial,

(1) - L. P. AUJOLAT - op. cit., p. 220.

(2) - P. DIEL - Psychologie de la motivation, p. 6.

nous préconisons de la réformer et non de la "descolariser". Que, dans le système réformé, soient prévus des cycles courts et des cycles longs, et, surtout, que ces derniers soient réservés à ceux qui possèdent réellement des capacités intellectuelles suffisantes leur permettant de poursuivre leurs études sans trop de difficultés. D'autre part, ayant parcouru les différents problèmes posés par l'éducation et la scolarisation au niveau de l'enseignement : primaire, secondaire et supérieur, il nous semble que la façon qui conviendrait le mieux à l'alphabétisation des adultes au Burundi serait l'alphabétisation fonctionnelle, telle que l'a préconisée l'UNESCO. Cette méthode a déjà donné des résultats appréciables là où elle a été appliquée avec la rigueur désirée, comme en Algérie, en Iran, au Mali, en Tanzanie, etc. "Par alphabétisation fonctionnelle, écrit l'UNESCO, il faut entendre toute opération d'alphabétisation conçue comme une composante de projets de développement économique et social. Elle se distingue de l'alphabétisation dite traditionnelle en ce qu'elle n'est plus une action isolée, distincte, voire une action en soi, mais qu'elle permet de considérer l'analphabète comme un individu en situation de groupe, en fonction d'un milieu donné et dans une perspective de développement. Par essence, un programme d'alphabétisation fonctionnelle est en relation avec des besoins collectifs et individuels précis ; il est conçu "sur mesure", différencié selon les milieux et par rapport à des objectifs économiques et sociaux déterminés" (1). Sans aucun doute, les "cours du soir", que le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture avait l'habitude d'organiser à l'Athénée de Bujumbura, auraient pu être dirigés dans cette voie, au lieu d'être réservés à quelques fonctionnaires de la Capitale qui n'avaient que le souci d'acquérir des attestations leur permettant d'améliorer leur situation matérielle.

"Tout homme qui sait lire est un homme sauvé", disait VICTOR HUGO. Dans un pays comme le Burundi, on ne peut parler de son développement, sans que l'éducation de l'ensemble des citoyens puisse constituer l'objectif majeur de toute décision des responsables. "Il est malheureusement exact que la majorité des nations africaines n'offrent pas suffisamment de possibilités pour l'éducation de leurs populations adultes, de sorte qu'il est impossible de réduire l'écart existant entre les générations, les enfants n'étant pas en mesure d'influer sur la société si leurs parents ne partagent leurs nouvelles aspirations. L'expérience a montré que, lorsque des enfants instruits retournaient dans une société analphabète, ils finissaient par se comporter comme le reste de cette communauté s'ils étaient coupés de leurs livres ou de tous autres documents écrits. L'éducation doit contribuer à l'édification des nations, autrement dit à supprimer les différences et créer de nouveaux liens entre les jeunes et les vieux et entre les différents groupes ethniques" (2). Voilà pourquoi nous recommandons vivement l'alphabé-

(1) - UNESCO - L'Alphabétisation fonctionnelle. Pourquoi et comment, p. 9.

(2) - Arthur T. PORTER - op. cit., p. 187.

tisation fonctionnelle des adultes et la poursuite active de la "ruralisation" de l'enseignement primaire dans tout le pays.

Cependant, si les responsables Burundais optent pour l'alphabétisation fonctionnelle des adultes ou de tout autre procédé semblable, qu'ils ne s'étonnent pas de constater que ces derniers sont réticents. Aucun père de famille Burundais ne se sentira à l'aise sur les bancs de l'école pour apprendre à lire et à écrire, alors que son enfant n'y a pas trouvé de place. Si, toutefois, il accepte, il se verra culpabilisé car il n'ignore pas que le fait de savoir lire et écrire est plus profitable à ses enfants qu'à lui-même. C'est pourquoi il n'aura pas peur de répondre en disant qu'il vaut mieux penser aux enfants et ne pas s'inquiéter pour lui. Il s'agit là d'un problème difficile à résoudre, étant donné qu'un pays comme le Burundi a besoin d'alphabétiser aussi bien les enfants que les adultes. "Il n'est pas facile de décider s'il faut donner la priorité à l'enseignement scolaire normal des enfants ou à l'enseignement extrascolaire des adolescents et des adultes, dit H. M. PHILLIPS. On aurait tout naturellement tendance à donner la préférence au premier, mais il y a des secteurs du développement économique et social dont l'avenir dépend de la possibilité d'instruire un nombre suffisant d'adultes pour répondre aux besoins du développement. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit, par exemple, de freiner une expansion démographique trop rapide, de maintenir un équilibre dans le milieu physique de l'homme et d'augmenter la production agricole. Dans ces secteurs, l'éducation des adultes est primordiale et le temps presse" (1).

Au Burundi, l'alphabétisation fonctionnelle des adultes pourrait profiter des expériences acquises dans d'autres pays d'Afrique Noire, ce qui ferait éviter certaines erreurs, et marcher droit vers le but. Écoutons M. DUMONT : "Au départ, on avait souvent tendance à privilégier l'un ou l'autre des aspects : tantôt l'aspect lecture-écriture, par fidélité formelle au terme d'alphabétisation, en oubliant que le producteur est surtout motivé par les connaissances qui lui permettent de vivre ; tantôt l'aspect "programmes logiques", par attachement à la tradition inspirée de l'exemple scolaire, en oubliant que la logique de l'adulte producteur est déjà formée et ne correspond pas forcément à celle de l'enfant à l'école ; tantôt l'aspect formation professionnelle, par souci d'innovation, en oubliant l'ensemble du contexte social dans lequel le producteur se situe" (2). L'alphabétisation fonctionnelle des adultes a obtenu de bons résultats dans des pays où, au départ, on était obligé d'employer plusieurs langues maternelles nationales - comme au Mali - avant d'en arriver à la langue officielle. Il s'agit là d'un handicap que ne connaît pas le Burundi, étant donné qu'il n'y a qu'une seule et unique

(1) - H. M. PHILLIPS - Alphabétisation et développement, p. 5.

(2) - B. DUMONT - L'alphabétisation fonctionnelle au Mali : une formation pour le développement, p. 31.

langue nationale : le Kirundi. Voilà un avantage très important qui devrait inciter les responsables à passer à l'action sans tarder. Qu'ils pensent souvent à ces paroles de H. M. PHILLIPS : "La motivation, tout en étant importante, est donc une condition nécessaire mais non suffisante pour devenir alphabète. L'analphabète peut être conduit jusqu'à la fontaine du savoir, mais on ne peut l'obliger à y boire s'il ne le veut pas. Chose tout aussi importante, la fontaine devra pouvoir effectivement étancher sa soif, si l'on veut qu'il y retourne fréquemment" (1).

Nous préconisons le développement du Kirundi par la publication des oeuvres de sa littérature immensément riche, comme nous l'avons souligné précédemment. Cela devrait permettre l'alphabétisation fonctionnelle des adultes, avec l'espoir d'obtenir des succès rapides, ce qui inciterait à passer petit à petit à la deuxième langue officielle du pays : le Français, pour que ceux qui le désirent puissent élargir leurs horizons dans leurs formations et relations ultérieures, étant donné que le Burundi appartient à l'Afrique francophone et que son élite en est fière. Notre Monde est désormais un et personne ne voudra en être dupe. Que les Burundais réfléchissent souvent à ces propos de J. JAHN : "Ce que veut l'intellectuel africain, c'est de conserver de son propre passé ce qui paraît encore servir à la construction du présent de l'Afrique. Le but n'est pas de préserver l'Africain traditionnel, ni d'en faire un "Européen noir", il s'agit de créer l'Africain Moderne. C'est-à-dire intégrer tous les éléments européens, qui répondent aux exigences de la vie contemporaine dans la tradition autochtone rationnellement thématifiée, dont les valeurs auront été l'objet d'une prise de conscience systématique et d'un renouvellement dynamique ; intégrés et remodelés dans une telle élaboration de l'ensemble, ces éléments européens cesseront d'être comme des corps étrangers ; ils ne seront plus que des composantes organiques d'une culture africaine moderne, capable de vivre de sa vie propre..." (2).

Arrivé au terme de notre recherche sur les problèmes posés par l'éducation et la scolarisation au Burundi, que pouvons-nous conclure de tout ce que nous avons constaté et analysé, sinon que presque tout reste à faire ? Si des réformes sont en cours ou achevées en ce qui concerne les structures et les programmes, il est clair que le travail principal est encore à réaliser. Il faudrait repenser l'organisation entière de l'éducation et de la scolarisation, en préciser les buts, et revoir les méthodes. Nous ne sommes pas sans appréhension, car

(1) - H. M. PHILLIPS - op. cit., p. 15.

(2) - J. JAHN - op. cit., p. 13.

le Burundi dispose de moyens très limités, tant matériels qu'intellectuels, pour trouver des solutions appropriées à tous ces problèmes. D'aucuns remarquent que le chemin est encore long et sinueux, semé d'embûches de toutes sortes. En réformant sciemment et prudemment son système d'éducation, en travaillant durement et ^{en} faisant beaucoup de sacrifices afin de promouvoir le développement social et économique, le Burundi peut redécouvrir son originalité culturelle et aussi résoudre les multiples problèmes que nous venons d'exposer. Alors, le découragement qui peut parfois être le nôtre se transformera en espoir de voir le Burundi rejoindre dans la lumière et la fraternité les autres nations qui l'ont précédé sur cette route de l'enseignement.